

Cayenne, le 23 septembre 2019

Régularisation Lodéom : suspension des relances amiables et forcées.

La parution tardive du décret n° 2019-199 du 15 mars 2019 relatif à l'exonération de cotisations sociales applicable aux employeurs implantés en outre-mer, a engendré des difficultés dans le cadre de la réalisation des déclarations sociales nominatives (DSN) à compter de **Janvier 2019**.

La mise à jour des logiciels de paie n'a pas toujours pu être faite en adéquation avec l'évolution du périmètre de la Lodéom. Par conséquent, un nombre important de comptes cotisants s'est retrouvé dans une situation irrégulière. La CGSS est consciente des désagréments.

Les services de la Caisse Nationale ont été saisis du sujet. Une expertise est en cours afin de trouver une solution pérenne de nature à résoudre définitivement les anomalies déclaratives liées à la Lodéom.

Dans l'attente, l'ACOSS a décidé de suspendre pendant **15 jours**, soit **jusqu'au 03 octobre 2019 inclus**, toutes les relances amiables et forcées liées à cette typologie de problème.

La CGSS Guyane reviendra vers vous dès qu'elle aura connaissance des préconisations de traitement de l'ACOSS.

À propos du réseau des Urssaf et de la branche Recouvrement de la CGSS Guyane

Le réseau des Urssaf collecte les cotisations et contributions sociales qui financent le régime général de la Sécurité sociale. Il s'est vu confier progressivement des missions de recouvrement ou de contrôle par un nombre croissant d'institutions et d'organismes. Soit plus de 900 partenaires.

Le réseau des Urssaf a développé la qualité de la relation et du service auprès de ses 9,4 millions de cotisants en s'inscrivant dans une économie du tout numérique. Il propose des offres de service spécifiques, notamment pour les particuliers employeurs (Cesu, Pajemploi), les associations (CEA), ou les petites entreprises (TESE, CNFE*).

En 2018, la **branche Recouvrement de la Guyane** (Urssaf) a encaissé **501** millions d'euros auprès de **22 206** cotisants, mené **387** actions de contrôle des cotisants et accompagné les entreprises en difficulté en accordant **1008** délais de paiements.

*CEA (Chèque emploi associatif), TESE (Titre emploi service entreprise), CNFE (Centre national des firmes étrangères)

** entreprises, administrations, collectivités territoriales, professions indépendantes, particuliers employeurs, praticiens et auxiliaires médicaux

- Pour en savoir plus sur le [Décret n°2019-199 du 15 mars 2019](#) (Légifrance) et sur le site de l'[Urssaf](#).
- Contact Presse : Shirley Jean-Charles – Tel : 0594 29 83 06 / 0694 41 60 80 – communication-antilles-guyane@urssaf.fr